PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DU GRANIT
MUNICIPALITÉ DE LAMBTON

Séance ordinaire du Conseil de la Municipalité de Lambton, tenue en visioconférence, le mardi 12 janvier 2021 à 21 h 30.

Sont présents à cette séance les membres du Conseil suivants :

Siège #1 - Pierre Lemay
Siège #2 - Gilles Racine
Siège #3 - Steeve Fortier
Siège #5 - Pierre Ouellet
Siège #6 - Michel Lamontagne

Est/sont absents à cette séance :

ATTENDU le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui a déclaré l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois pour une période initiale de dix jours;

ATTENDU le décret numéro 1-2021 qui prolonge cet état d'urgence pour une période additionnelle de dix jours, soit jusqu'au 15 janvier 2021;

ATTENDU l'arrêté 2020-108 de la ministre de la Santé et des Services sociaux qui permet au conseil de siéger à huis clos et qui autorise les membres à prendre part, délibérer et voter à une séance par tout moyen de communication;

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt public et pour protéger la santé de la population, des membres du conseil et des officiers municipaux que la présente séance soit tenue à huis clos et que les membres du conseil et les officiers municipaux soient autorisés à y être présents et à prendre part, délibérer et voter à la séance par visioconférence.

il est proposé par : Steeve Fortier

appuyé par : Pierre Lemay

et résolu

QUE le conseil accepte que la présente séance soit tenue à huis clos et que les membres du conseil et les officiers municipaux puissent y participer par visioconférence.»

Tous formant quorum sous la présidence du Maire, monsieur Ghislain Breton. Madame Marcelle Paradis, directrice générale et secrétaire-trésorière agit à titre de secrétaire.

1 OUVERTURE DE LA SÉANCE

Après vérification du quorum, monsieur le maire déclare la séance ouverte.

21-01-001 **2 - ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Le président présente l'ordre du jour de la séance.

1 - OUVERTURE DE LA SÉANCE
2 - ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR
3 - PÉRIODE DE QUESTIONS
4 - ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX
- **4.1** - Séance ordinaire du 8 décembre 2020
- **4.2** - Séance extraordinaire du budget du 15 décembre 2020
- **4.3** - Séance d'ajournement du 15 décembre 2020

5 - SUIVI DES COMITÉS
6 - ADMINISTRATION
- **6.1** - Dépôt de la liste des dépenses
- **6.2** - Résolution de concordance et de courte échéance relativement à un emprunt par billets
- **6.3** - Soumissions pour l'émission d'obligations
- **6.4** - Participation au Programme Rénovation Québec
- **6.5** - Inscription de l'employé de voirie - Opérateur de véhicule et machinerie lourde à la formation d'un permis de conduire classe 3
- **6.6** - Adoption du budget révisé 2021 de l'Office Municipal d'Habitation

7 - HYGIÈNE DU MILIEU
- **7.1** - Autorisation de paiement #3 Les Constructions de l'Amiante Inc. - Réfection du segment d'aqueduc #66
- **7.2** - Autorisation de paiement #2 Les Constructions de l'Amiante Inc. - Réfection du segment d'aqueduc #68

8 - TRANSPORT
- **8.1** - Programme d'aide à la voirie locale - Volet Accélération des investissements sur le réseau routier local

9 - URBANISME ET DEVELOPPEMENT
- **9.1** - Octroi d'une aide financière à ATAC-V Inc.
- **9.2** - Adoption d'une Politique d'aide au développement économique et aux entreprises de la Municipalité de Lambton abrogeant la résolution # 20-07-181

10 - LÉGISLATION
- **10.1** - Avis de promulgation / Règlement # 20-519 Taxation
- **10.2** - Avis de promulgation / Règlement # 20-520 modifiant le règlement 20-517 décrétant des travaux de renouvellement des segments d'aqueduc autorisant un emprunt pour en payer le coût

11 - CONTRIBUTIONS
- **11.1** - Contribution financière - Place aux jeunes

12 - CORRESPONDANCE
13 - VARIA
- **13.1** - Octroi d'un mandat pour un immeuble multifonctionnel

14 - CLÔTURE ET LEVÉE DE LA SÉANCE

Il est proposé par : Steeve Fortier

appuyé par : Pierre Lemay

et résolu

QUE l'ordre du jour soit adopté tel que présenté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3 - PÉRIODE DE QUESTIONS

Ghislain Breton, maire

En mon nom, au nom des conseillers ainsi qu'au nom du personnel de la municipalité de Lambton, j'aimerais souhaiter une très bonne année 2021 à tous les concitoyens et concitoyennes de la municipalité. Que 2021 vous apporte la santé, et que ce soit une meilleure année que l'année 2020. Qu'elle vous comble de joie au quotidien et qu'elle soit a la hauteur de vos attentes. Bonne année 2021!

4 - ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

21-01-002 **4.1 - Séance ordinaire du 8 décembre 2020**

Copie du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil tenue le 8 décembre dernier, a été remise à tous les membres du conseil au moins 72 heures avant la tenue de la présente séance afin de leur permettre d'en prendre connaissance et ainsi nous dispenser d'en faire la lecture en séance;

En conséquence,

Il est proposé par Michel Lamontagne et résolu à l'unanimité d'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du 8 décembre 2020, tel qu'il apparait au registre des procès-verbaux de la municipalité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

21-01-003 **4.2 - Séance extraordinaire du budget du 15 décembre 2020**

Copie du procès-verbal de la séance extraordinaire du budget du conseil tenue le 15 décembre dernier, a été remise à tous les membres du conseil au moins 72 heures avant la tenue de la présente séance afin de leur permettre d'en prendre connaissance et ainsi nous dispenser d'en faire la lecture en séance;

En conséquence,

Il est proposé par Gilles Racine et résolu à l'unanimité d'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du budget du 15 décembre 2020, tel qu'il apparaît au registre des procès-verbaux de la municipalité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

21-01-004 **4.3 - Séance d'ajournement du 15 décembre 2020**

Copie du procès-verbal de la séance d'ajournement du conseil tenue le 15 décembre dernier, a été remise à tous les membres du conseil au moins 72 heures avant la tenue de la présente séance afin de leur permettre d'en prendre connaissance et ainsi nous dispenser d'en faire la lecture en séance;

En conséquence,

Il est proposé par Pierre Ouellet et résolu à l'unanimité d'adopter le procès-verbal de la séance d'ajournement du 15 décembre 2020, tel qu'il apparait au registre des procès-verbaux de la municipalité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5 - SUIVI DES COMITÉS

6 - ADMINISTRATION

21-01-005 **6.1 - Dépôt de la liste des dépenses**

Incompressibles

Une liste des dépenses incompressibles régulièrement payées au montant de cent quarante-quatre mille sept cent quarante dollars (144 740,00 $) est remise à chacun des membres du Conseil.

Comptes à payer

La liste des comptes à payer est présentée aux membres du Conseil.

Il est proposé par : Pierre Lemay

appuyé par : Steeve Fortier

et résolu

QUE les comptes à payer au montant de cent quatre-vingt-dix-huit mille cinq cent seize dollars et deux (198 516,02 $) soient acceptés et que les paiements soient autorisés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

21-01-006 **6.2 - Résolution de concordance et de courte échéance relativement à un emprunt par billets**

ATTENDU QUE, conformément aux règlements d'emprunts suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux, la Municipalité de Lambton souhaite emprunter par billets pour un montant total de 448 100 $ qui sera réalisé le 19 janvier 2021, réparti comme suit :

Règlements d'emprunts #	Pour un montant de $
03-284	115 000 $
04-291	150 700 $
20-517	124 160 $
20-517	58 240 $

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier les règlements d'emprunts en conséquence;

ATTENDU QUE, conformément au 1er alinéa de l'article 2 de la Loi sur les dettes et emprunts municipaux (RLRQ, chapitre D-7), pour les fins de cet emprunt et pour les règlements d'emprunts numéros 20-517, la Municipalité de Lambton souhaite réaliser l'emprunt pour un terme plus court que celui originellement fixé à ces règlements;

Il est proposé par : Michel Lamontagne

appuyé par : Gilles Racine

et résolu

QUE les règlements d'emprunts indiqués au 1er alinéa du préambule soient financés par billets, conformément à ce qui suit :

1. les billets seront datés du 19 janvier 2021;
2. les intérêts seront payables semi-annuellement, le 19 janvier et le 19 juillet de chaque année;
3. les billets seront signés par le (la) maire et le (la) secrétaire-trésorier(ère) ou trésorier(ère);
4. les billets, quant au capital, seront remboursés comme suit :

2022.	59 400 $	
2023.	60 100 $	
2024.	61 100 $	
2025.	62 200 $	
2026.	63 100 $	(à payer en 2026)
2026.	142 200 $	(à renouveler)

QUE, en ce qui concerne les amortissements annuels de capital prévus pour les années 2027 et suivantes, le terme prévu dans les règlements d'emprunts numéros 20-517 soit plus court que celui originellement fixé, c'est-à-dire pour un terme de cinq (5) ans (à compter du 19 janvier 2021), au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements, chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie du solde dû sur l'emprunt;

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

21-01-007 **6.3 - Soumissions pour l'émission d'obligations**

ATTENDU QUE la Municipalité de Lambton a demandé, à cet égard, par l'entremise du système électronique \« Service d'adjudication et de publication des résultats de titres d'emprunts émis aux fins du financement municipal\», des soumissions pour la vente d'une émission de billets, datée du 19 janvier 2021, au montant de 448 100 $;

ATTENDU QU'à la suite de l'appel d'offres public pour la vente de l'émission désignée ci-dessus, le ministère des Finances a reçu trois soumissions conformes, le tout selon l'article 555 de la Loi sur les cités et les villes (RLRQ, chapitre C-19) ou l'article 1066 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1) et de la résolution adoptée en vertu de cet article.

1 - CAISSE DESJARDINS DE LAC - MEGANTIC - LE GRANIT

59 400 $	1,39500 %	2022
60 100 $	1,39500 %	2023
61 100 $	1,39500 %	2024
62 200 $	1,39500 %	2025
205 300 $	1,39500 %	2026

Prix : 100,00000 Coût réel : 1,39500 %

2 - FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.

59 400 $	0,55000 %	2022
60 100 $	0,65000 %	2023
61 100 $	0,85000 %	2024
62 200 $	1,05000 %	2025
205 300 $	1,20000 %	2026

Prix : 98,42600 Coût réel : 1,51867 %

3 - BANQUE ROYALE DU CANADA

59 400 $	1,56000 %	2022
60 100 $	1,56000 %	2023
61 100 $	1,56000 %	2024
62 200 $	1,56000 %	2025
205 300 $	1,56000 %	2026

Prix : 100,00000 Coût réel : 1,56000 %

ATTENDU QUE le résultat du calcul des coûts réels indique que la soumission présentée par la CAISSE DESJARDINS DE LAC - MEGANTIC - LE GRANIT est la plus avantageuse;

Il est proposé par : Pierre Ouellet

appuyé par : Pierre Lemay

et résolu

QUE le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit;

QUE la Municipalité de Lambton accepte l'offre qui lui est faite de CAISSE DESJARDINS DE LAC - MEGANTIC - LE GRANIT pour son emprunt par billets en date du 19 janvier 2021 au montant de 448 100 $ effectué en vertu des règlements d'emprunts numéros 03-284, 04-291 et 20-517. Ces billets sont émis au prix de 100,00000 pour chaque 100,00 $, valeur nominale de billets, échéant en série cinq (5) ans;

QUE les billets, capital et intérêts, soient payables par chèque à l'ordre du détenteur enregistré ou par prélèvements bancaires préautorisés à celui-ci.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

21-01-008 **6.4 - Participation au Programme Rénovation Québec**

ATTENDU QUE le Programme-Cadre Rénovation Québec sert à appuyer les municipalités de toutes tailles qui veulent se doter de programmes visant à améliorer les logements et le milieu bâti dans les secteurs résidentiels dégradés ;

il est proposé par : Steeve Fortier

appuyé par : Gilles Racine

et résolu

QUE le Conseil de la Municipalité de Lambton décide de ce qui suit :

La Municipalité de Lambton demande à la Société d'habitation du Québec (SHQ) de participer au Programme Rénovation Québec. La Municipalité demande un budget de l'ordre de cent cinquante mille dollars (150 000,00$). Ce montant total d'aide financière sera assumé en parts égales par la Municipalité et la SHQ pour l'année 2021.

QUE le Conseil de la Municipalité de Lambton autorise le Maire, monsieur Ghislain Breton ainsi que la Directrice générale et secrétaire-trésorière, madame Marcelle Paradis, à signer les ententes de gestion et de sécurité relatives au Programme Rénovation Québec. La Municipalité accordera le montant en aide financière au projet et appliquera le règlement # 19-494 abrogeant les règlements # 18-462 et # 17-459 sur l'instauration du programme Rénovation Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

21-01-009 **6.5 - Inscription de l'employé de voirie - Opérateur de véhicule et machinerie lourde à la formation d'un permis de conduire classe 3**

Le conseiller # 2 Gilles Racine déclare son intérêt et s'abstient de voter

ATTENDU l'embauche de Martin Bouchard-Roy à titre d'employé de voirie- Opérateur de véhicule et machinerie lourde lors de la séance ordinaire du 13 octobre dernier par la résolution 20-10-300 ;

ATTENDU l'engagement de Martin Bouchard-Roy d'obtenir les prérequis à sa fonction dans un délai de 12 mois à compter de la date d'embauche ;

ATTENDU QUE dans le cadre de ses fonctions au sein de la municipalité de Lambton, Martin Bouchard-Roy doit obtenir le permis de conduire " classe 3 " afin de lui permettre de conduire des véhicules lourds.

Il est proposé par : Pierre Ouellet

appuyé par : Pierre Lemay

et résolu

QUE le Conseil de la municipalité de Lambton autorise Martin Bouchard-Roy à suivre la formation d'un permis de conduire classe 3 et de défrayer le coût d'inscription au montant de mille dollars (1 000,00 $) plus les taxes applicables.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

21-01-010 **6.6 - Adoption du budget révisé 2021 de l'Office Municipal d'Habitation**

ATTENDU QUE l'Office municipal d'Habitation du Granit a adopté le budget de 2021;

ATTENDU QUE ce dernier doit être approuvé par la municipalité de Lambton.

Il est proposé par : Gilles Racine

appuyé par : Pierre Ouellet

et résolu

QUE le conseil de la municipalité de Lambton adopte le budget 2021 de l'Office municipal d'Habitation du Granit;

QUE le budget 2021 soit joint à la présente résolution comme en faisant partie intégrante.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

7 - HYGIÈNE DU MILIEU

21-01-011 **7.1 - Autorisation de paiement #3 Les Constructions de l'Amiante Inc. - Réfection du segment d'aqueduc #66**

ATTENDU QUE les travaux de réfection du segment d'aqueduc #66 sont présentement en cours;

ATTENDU QUE l'entrepreneur Les Constructions de l'Amiante Inc. dépose une demande de paiement #3 pour les travaux actuellement réalisés;

ATTENDU QUE la demande de paiement totalise un montant de seize mille huit cent vingt-six dollars et dix (16 826,10 $) taxes incluses;

ATTENDU QUE suite à l'analyse de la demande de paiement, Stantec Experts-conseils ltée émet un avis favorable à l'avancement des travaux et recommande l'acception de la demande de paiement #3;

Il est proposé par : Michel Lamontagne

appuyé par : Steeve Fortier

et résolu

QUE la demande de paiement #3, présentée par Les Constructions de l'Amiante Inc., pour les travaux de réfection du segment d'aqueduc #66, au montant de seize mille huit cent vingt-six dollars et dix (16 826,10 $) taxes incluses soit acceptée et payée;

QUE le montant soit prélevé à même le fonds général de la municipalité et que le remboursement du fonds général sera fait lors de la réception de la subvention consentie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

21-01-012 **7.2 - Autorisation de paiement #2 Les Constructions de l'Amiante Inc. - Réfection du segment d'aqueduc #68**

ATTENDU QUE les travaux de réfection du segment d'aqueduc #68 sont présentement en cours;

ATTENDU QUE l'entrepreneur Les Constructions de l'Amiante Inc. dépose une demande de paiement #2 pour les travaux actuellement réalisés;

ATTENDU QUE la demande de paiement totalise un montant de quarante-cinq mille soixante-huit dollars et quarante-et-un (45 068,41 $) taxes incluses;

ATTENDU QUE suite à l'analyse de la demande de paiement, Stantec Experts-conseils ltée émet un avis favorable à l'avancement des travaux et recommande l'acception de la demande de paiement #2 ;

Il est proposé par : Pierre Lemay
appuyé par : Pierre Ouellet
et résolu

QUE la demande de paiement #2, présentée par Les Constructions de l'Amiante Inc., pour les travaux de réfection du segment d'aqueduc #68, au montant de quarante-cinq mille soixante-huit dollars et quarante-et-un (45 068,41 $) taxes incluses soit acceptée et payée;

QUE le montant soit prélevé à même le fonds général de la municipalité et que le remboursement du fonds général sera fait lors de la réception de la subvention consentie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

8 - TRANSPORT

21-01-013 **8.1 - Programme d'aide à la voirie locale - Volet Accélération des investissements sur le réseau routier local**

ATTENDU QUE la municipalité de Lambton a pris connaissance des modalités d'application du volet Accélération des investissements sur le réseau routier local (AIRRL) du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) ;

ATTENDU QUE la municipalité de Lambton désire présenter une demande d'aide financière au ministère des Transports
pour la réalisation de travaux admissibles dans le cadre du volet AIRRL du PAVL ;

ATTENDU QUE la municipalité de Lambton s'engage à obtenir le financement nécessaire à la réalisation de l'ensemble du
projet, incluant la part du Ministère ;

ATTENDU QUE seuls les travaux réalisés après la date figurant sur la lettre d'annonce sont admissibles à une aide financière ;

ATTENDU QUE la municipalité de Lambton choisit d'établir la source de calcul de l'aide financière selon l'option suivante :

- l'estimation détaillée du coût des travaux ;

il est proposé par : Steeve Fortier
appuyé par : Gilles Racine
et résolu

D'autoriser la présentation d'une demande d'aide financière pour les travaux admissibles, confirme son engagement à faire réaliser les travaux selon les modalités établies et reconnaît qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

9 - URBANISME ET DEVELOPPEMENT

21-01-014 **9.1 - Octroi d'une aide financière à ATAC-V Inc.**

ATTENDU QUE, l'article 92.1 de la *Loi sur les compétences municipales* permet à une municipalité d'accorder une aide à toute personne qui exploite une entreprise du secteur privé qui est le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble autre qu'une résidence lorsque l'ensemble des conditions qu'il prévoit sont rencontrées;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 92.1 de la *Loi sur les compétences municipales,* la Municipalité de Lambton a adopté une Politique d'aide au développement économique et aux entreprises (ci-après : Politique);

ATTENDU QUE ATAC-V Inc. est propriétaire et occupant d'un immeuble autre qu'une résidence située sur le territoire de la municipalité et y exploite une entreprise privée oeuvrant dans la recherche, développement, conception et fabrication mécanique;

ATTENDU QUE ATAC-V Inc a présenté une demande d'aide financière conforme à la Loi et à la Politique adoptée par la municipalité;

ATTENDU QUE le Comité de soutien développement économique de Lambton (CSDEL) a pris connaissance de la demande et recommande le versement d'une aide financière à cette entreprise;

il est proposé par : Michel Lamontagne
appuyé par : Pierre Lemay

et résolu

QUE la Municipalité de Lambton accorde une aide financière à ATAC-V Inc. selon les modalités suivantes :

- Conformément à la Politique, l'aide financière accordée est d'un montant 8 203,70$
- L'aide financière est versée à la condition que ATAC-V Inc obtienne le financement nécessaire pour le démarrage de son projet, et ce, jusqu'à concurrence d'un montant minimal de 195 000,00 $ et qu'elle fournisse à la Municipalité la preuve que l'ensemble du financement est obtenu. Cette preuve doit provenir des institutions financières concernées, du gouvernement et de tout autre partenaire de l'entreprise impliqué dans ce financement;
- L'aide financière est aussi conditionnelle à ce que l'entreprise ait payé toutes les taxes foncières dues à la municipalité et respect l'ensemble des conditions prévues dans la Politique;
- 50% de l'aide financière est versée dans les soixante (60) jours de la réalisation de l'ensemble des conditions prévues à la présente résolution et à la Politique;
- 50% de l'aide financière est versée dans les trente (30) jours suivant le dépôt par l'entreprise, d'un rapport final conforme à la Politique;
- Chacun des versements de l'aide financière est conditionnel à ce que l'entreprise ait maintenu ses activités jusqu'à la date du versement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

21-01-015 **9.2 - Adoption d'une Politique d'aide au développement économique et aux entreprises de la Municipalité de Lambton abrogeant la résolution # 20-07-181**

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales, toute municipalité locale peut, dans la mesure où les conditions établies par cet article sont rencontrées, accorder une aide à une entreprise du secteur privé propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble situé sur son territoire;

ATTENDU QUE si l'aide qui est accordée en vertu de ce programme dépasse les montants prévus à l'article 92.1, alinéa 2 de la Loi sur les compétences municipales pour l'ensemble des bénéficiaires de la Municipalité, cette aide devra recevoir l'approbation des personnes habiles à voter de la Municipalité;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la Municipalité de Lambton considère qu'il est dans l'intérêt public qu'une politique en ce sens soit adoptée afin d'inciter les entreprises à maintenir leurs activités sur le territoire de la Municipalité ou à agrandir ou moderniser leurs installations dans l'optique de stimuler l'activité économique et d'augmenter la richesse foncière de la Municipalité;

ATTENDU QUE conformément à cet article il est possible pour la Municipalité d'accorder, par résolution, une aide à des établissements commerciaux industriels privés, non résidentiels, et ce, malgré la Loi sur l'interdiction des subventions municipales;
ATTENDU QUE le conseil a adopté par la résolution # 20-07-181 la Politique d'aide au développement économique et aux entreprises de la Municipalité de Lambton ;

ATTENDU QUE le conseil désire modifier ladite Politique ;

Il est proposé par : Michel Lamontagne

appuyé par : Pierre Ouellet

et résolu

QUE la politique soit adoptée et abroger la résolution # 20-07-181

Article 1. Préambule

Le préambule de la présente politique en fait partie intégrante.

Article 2. Objet

La présente politique a pour objet de mettre en place un programme d'aide aux exploitants d'entreprises comprenant les commerces et les industries du secteur privé afin de favoriser le développement économique de la Municipalité de Lambton notamment par la création de nouveaux emplois sur son territoire, l'augmentation de sa richesse foncière, la densification du périmètre urbain et en comblant les locaux vacants.

De plus la Municipalité a aussi pour objectif de maintenir les emplois existants sur son territoire.

Article 3. Territoire d'application

Afin de répondre à son objectif, la politique s'applique à tout le territoire de la Municipalité de Lambton tel que défini dans le schéma d'aménagement de la MRC du Granit.

Article 4. Création du programme

La Municipalité crée un programme d'aide au développement économique s'adressant aux entreprises privées de son territoire selon deux catégories d'entreprises et selon les règles attribuables à chacune de ces deux catégories.

Article 5. Montant annuel et financement de la politique

Le montant total de l'aide financière pouvant être versé à l'ensemble des bénéficiaires dans une même année civile ne peut excéder le montant affecté par le conseil municipal à son budget annuel aux fins du développement économique.

De plus, la moyenne annuelle de la valeur totale de l'aide qui peut être accordée en vertu de la présente Politique de même qu'en vertu d'un programme de crédit de taxes édicté en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales ne peut excéder un montant qui correspond à un pour cent (1%) du total des crédits prévus au budget de la Municipalité pour les dépenses de fonctionnement de celle-ci pour l'exercice financier durant lequel une résolution d'aide est adoptée.

Article 6. Catégories d'entreprises admissibles

Toute personne qui exploite une entreprise du secteur privé respectant les conditions de la Loi sur les compétences municipales et la présente politique est susceptible de bénéficier de l'aide financière.

Pour les fins de la gestion du programme, les entreprises et projets susceptibles de bénéficier de l'aide sont divisés en deux catégories :

a) La catégorie 1 comprend : l'implantation de nouvelles entreprises, les nouvelles constructions érigées par une entreprise existante, la relocalisation sur le territoire de la Municipalité d'une entreprise existante.

b) La catégorie 2 comprend : les travaux visant l'agrandissement, l'amélioration, la rénovation d'un bâtiment existant et entraînant une augmentation de plus de 10 000$ de la valeur au rôle de l'immeuble de même que tout projet d'investissement visant la consolidation d'une entreprise déjà en opération sur le territoire de la municipalité ou le démarrage d'une nouvelle entreprise sur le territoire de la municipalité.

Article 7. Pouvoirs discrétionnaires

Rien dans la présente politique n'a pour effet de limiter ou d'engager, de quelque façon que ce soit, la discrétion conférée au conseil municipal quant à sa faculté de conclure ou non un contrat ou d'accorder ou non une aide financière, sous quelque forme que ce soit, alors même que tous les critères ou conditions prévues dans la présente politique sont rencontrés.

Rien dans la présente politique n'a pour effet de restreindre les pouvoirs généraux de la Municipalité de Lambton de soutenir les entreprises ou organismes dans le cadre des lois et règlements qui la régissent, incluant les pouvoirs que confère l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales.

Article 8. Admissibilité

Le conseil peut accorder une aide financière à toute personne physique ou morale qui exploite une entreprise, qui est le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble autre qu'une résidence et qui dépose un projet visant à exploiter, améliorer, implanter, agrandir ou moderniser une entreprise du secteur privé dans un immeuble, autre qu'une résidence, situé dans le territoire de la Municipalité locale et dont elle est le propriétaire, l'occupant ou le locataire.

Tout projet doit favoriser la création et le maintien d'emploi, contribuer à l'apport économique de la Municipalité et respecter la notion de développement durable.

N'est pas admissible à une aide financière en vertu de la présente politique :

Le projet qui prévoit le transfert d'activités qui sont exercées sur le territoire d'une autre Municipalité;
Le projet pour lequel l'entreprise bénéficie d'une aide gouvernementale visant à réduire les taxes foncières sauf si cette aide gouvernementale est accordée pour la mise en cause d'un plan de redressement;
Tout projet dont l'usage ou la construction, selon le cas, ne respecte pas les dispositions des règlements d'urbanisme de la Municipalité;

Article 9. Présentation de la demande

Toute demande d'aide financière doit comprendre l'ensemble des renseignements permettant d'en apprécier la teneur, en considérant les objectifs, les paramètres et les critères prévus à la présente politique.

Ainsi, la demande devra notamment comprendre les renseignements et documents suivants :

a) Brève description de l'entreprise, son statut légal, son secteur d'activités et ses principaux produits ou services, son chiffre d'affaires, nombre d'employés ;

b) Produire un rapport à jour du Registraire des entreprises dans le cas d'une société par actions, nom et coordonnées des responsables du suivi de la demande ;

c) Description du projet et le détail de ses coûts (bâtiments, équipements, etc) incluant toutes les pièces justificatives confirmant les coûts admissibles des travaux réalisés;

d) Estimation de l'augmentation de la valeur de l'immeuble suite au projet;

e) Descriptif et explications quant aux perspectives de maintien ou de création d'emplois;

f) Descriptif et identification des retombées économiques anticipées sur le territoire de la Municipalité;

g) Toutes informations pertinentes quant aux autres mesures d'aide

Article 10. Comité d'analyse

Le Comité de soutien au développement économique de Lambton (CSDEL) chargé d'étudier la demande d'aide faite en vertu de la présente politique est composé de quatre (4) membres dont un (1) fonctionnaire et trois (3) élus municipaux. Le Comité d'analyse peut s'adjoindre les services d'une personne-ressource détenant une expertise jugée pertinente, qu'elle soit fonctionnaire de la Municipalité ou non. Les quatre (4) membres du CSDEL sont nommés par résolution du conseil.

Article 11. Processus d'attribution d'une aide

La Municipalité de Lambton met en garde le demandeur en mentionnant que le seul fait de répondre aux conditions inscrites dans la présente Politique ne permet pas de recevoir automatiquement une aide financière.

L'acceptabilité d'un projet est laissée à la discrétion du conseil municipal et sera évaluée en fonction, d'une part, de ses disponibilités budgétaires et d'autre part, des recommandations faites par le comité d'analyse du projet en fonction, notamment, des objectifs et critères prévus à la politique et finalement, des pouvoirs et limites qui sont imposés à la Municipalité par les lois qui la régissent.

L'acceptation d'un projet peut, dans certains cas, être conditionnelle à l'adoption d'un règlement, au respect de dispositions réglementaires ou à la conclusion d'un protocole d'entente entre la Municipalité et le requérant.

Pour bénéficier d'une aide financière, le demandeur doit remplir le formulaire de demande fourni par la Municipalité, joint à la présente politique pour en faire partie intégrante comme ANNEXE A, y indiquer toutes les informations qui y sont requises, apposer sa signature à l'endroit prévu à cet effet et fournir les pièces justificatives au soutien de sa demande ainsi que l'identification de tout autre partenaire, s'il y a lieu.

Toutes les demandes d'aide faites en vertu de la présente politique doivent être acheminées à la Municipalité avec tous les documents requis.

Le comité de soutien au développement économique (CSDEL) de la Municipalité procède à l'analyse du dossier et dépose ses recommandations au conseil municipal.

À la suite d'une recommandation du comité d'analyse, le conseil accepte ou refuse la demande. En cas d'acceptation, il fixe dans la résolution le montant et les conditions de l'aide accordée en fonction, notamment, des paramètres de la grille jointe à la présente politique comme ANNEXE B et tout autre critère jugé pertinent.

La résolution par laquelle le conseil rend sa décision peut prévoir toute condition, eu égard aux compétences de la Municipalité afin, notamment, de favoriser l'atteinte des objectifs de la présente Politique, de renforcer les impacts économiques positifs sur la communauté et de garantir l'exécution et la pérennité des projets.

Le demandeur est avisé par écrit de la décision du conseil.

Sur réception de l'avis d'acceptation du conseil, le promoteur a un délai de six (6) mois pour initier l'exécution de son projet.

Article 12. Valeur de l'aide à un bénéficiaire

La valeur de l'aide qui peut être accordée à un bénéficiaire est déterminée par le CSDEL à partir de la grille des seuils jointe à la présente comme ANNEXE B.

Au cours d'un même exercice financier et en application de la politique, la Municipalité est en droit d'accorder à différentes entreprises admissibles, une aide totale ne dépassant pas les montants prévus à l'article 5 de la présente politique.

Une entreprise n'est admissible qu'à une seule demande par exercice financier de la Municipalité.

Article 13 Conditions et modalités de versement de l'aide

Les conditions et modalités de versement d'une aide financière sont déterminées dans la résolution du conseil municipal autorisant l'octroi de l'aide.

En plus de toute condition et modalité de versement ainsi déterminée, le versement d'une aide financière dans le cadre d'un projet comprenant des travaux de rénovation ou de construction est assujetti aux conditions suivantes :

Les travaux doivent avoir fait l'objet de la délivrance de tout certificat d'autorisation ou de permis de construction nécessaire à la réalisation des travaux ;
Les travaux de rénovation ou de construction compris dans le projet présenté ne doivent pas être débutés avant que le conseil municipal statue sur la demande d'aide.
Le versement d'une aide financière à une entreprise pour un projet de catégorie 2 est conditionnel à la présentation des factures et pièces justificatives permettant de déterminer le coût réel des travaux sur la base duquel le montant de l'aide à verser est calculé conformément AUX ANNEXES B et C.

Dans tous les cas, le versement de l'aide financière est conditionnel au paiement de tout arrérage de taxes foncières et de toute autre somme due à la Municipalité par le demandeur.

Article 14. Modalité de versement de l'aide

La Municipalité verse à l'entreprise admissible autorisée ayant fait une demande, cinquante pour cent (50 %) de l'aide financière accordée dans un délai de soixante jours (60) jours suivant l'acceptation de la demande.

Le versement du cinquante pour cent (50 %) restant de l'aide financière est conditionnel à la production et au dépôt par le demandeur, un an suivant l'acceptation de sa demande, d'un rapport décrivant à quelles fins l'aide consentie a été utilisée et si les objectifs visés ont été atteints et que les activités de l'entreprise sont toujours en opération. Le solde sera versé dans les trente (30) jours suivant le dépôt du rapport final (ANNEXE D) dans la mesure où l'aide a été utilisée pour le projet présenté et que les objectifs visés ont été atteints intégralement. La Municipalité se réserve le droit de réviser le montant du deuxième versement de l'aide dans le cas où les objectifs visés n'ont été que partiellement atteints.

Malgré ce qui précède, la municipalité se réserve le droit de prévoir toute modalité de versement de subvention autre que celles prévues au présent article, lesquelles sont prévues par résolution ou incluses dans un protocole d'entente relatif aux versements de la subvention.

Article 15. Durée de l'aide

La période pendant laquelle une aide peut être accordée à une personne déclarée admissible ne peut excéder dix (10) ans.

Article 16. Remboursement ou fin de l'aide

La Municipalité peut réclamer le remboursement de l'aide qu'elle a accordée si une des conditions d'admissibilité n'est plus respectée.

Lorsque l'entreprise met fin au projet pour lequel elle a obtenu de l'aide, ladite aide cesse au moment de l'arrêt des activités ayant rendu l'entreprise admissible.

Article 17. Promotion de la politique

Le bénéficiaire d'une aide accordée en vertu de la présente politique ne peut refuser de participer à une activité promotionnelle organisée par la Municipalité à la suite du versement de l'aide.

Article 18. Communication

Nul ne peut communiquer avec les membres du comité d'analyse relativement à sa demande ou à toute autre information concernant la présente politique. Toute question en ce sens doit être adressée directement à la Municipalité.

Article 19. Durée de la politique

La présente politique peut être modifiée en tout temps et demeure en vigueur tant qu'elle n'est pas abrogée par le conseil.

ADOTPÉ À L'UNANIMITÉ

10 - LÉGISLATION

21-01-016

10.1 - Avis de promulgation / Règlement # 20-519 Taxation

ATTENDU QUE la Municipalité a adopté son budget pour l'année financière 2021 ;

ATTENDU QUE ce budget nécessite des ajustements au taux annuel de la taxe foncière ainsi qu'aux taxes et à la tarification des services municipaux ;

ATTENDU QUE la Municipalité possède des pouvoirs en vertu du Code municipal et de la Loi sur la fiscalité municipale en matière de taxation et de tarification ;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné à la séance extraordinaire du Conseil du 15 Décembre 2020 ;

Il est proposé par : Pierre Ouellet

appuyé par : Gilles Racine

et résolu

QUE le Conseil adopte le règlement no 20-519 et décrète ce qui suit :

1 PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

2 CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement a pour but de fixer le taux de la taxe foncière générale, de la taxe foncière spéciale, de modifier les tarifs de compensation fixés pour les divers services, de fixer le taux d'intérêt pour les arrérages de taxes des années précédentes et de statuer sur certaines modalités administratives.

3 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE

Le taux de la taxe foncière générale est fixé pour l'année 2021 à 0.6849 $ du cent dollars d'évaluation. Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

4 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE REPRÉSENTANT 25 % DE LA TAXE SUR TOUS LES BIENS-FONDS IMPOSABLES SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ POUR LES RÈGLEMENTS NOS 03-284 ET 04-291 : EAU POTABLE

Afin de pourvoir à 25 % des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital, il est imposé et il sera prélevé, pour l'année 2021, sur tous les bien-fonds imposables situés dans la municipalité, une taxe spéciale à un taux de 0,0048 $ du cent dollars d'évaluation, d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2021.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

5 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE POUR LE RÈGLEMENT NO 19-480 : RÈGLEMENT D'EMPRUNT POUR TRAVAUX DE RÉFECTION ET DE PAVAGE DU STATIONNEMENT MUNICIPAL

Afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et aux remboursements en capital de l'emprunt décrété par le Règlement no 19-480, il est imposé et il sera prélevé, sur tous les immeubles imposables de la municipalité, une taxe spéciale à un taux de 0,0141 $ du cent dollars d'évaluation, d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2021.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

6 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE REPRÉSENTANT 75 % DE LA TAXE SUR TOUS LES BIENS-FONDS IMPOSABLES SITUÉS DANS LE SECTEUR DESSERVI PAR LE RÉSEAU D'AQUEDUC SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ POUR LES RÈGLEMENTS NOS 03-284 ET 04-291

Afin de pourvoir à 75 % des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital, il est imposé et il sera prélevé, pour l'année 2021, sur tous les bien-fonds imposables situés dans le secteur desservi par le réseau d'aqueduc une taxe spéciale à un taux de 0,0819 $ du cent dollars d'évaluation, d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2021.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

7 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE POUR LE RÈGLEMENT NO 10-352 : RÈGLEMENT D'EMPRUNT POUR L'AGRANDISSEMENT DU CENTRE COMMUNAUTAIRE ET SPORTIF DE LAMBTON

Afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital de l'emprunt décrété par le Règlement no 10-352, il est imposé et il sera prélevé, sur tous les immeubles imposables de la municipalité, une taxe spéciale à un taux de 0,0221 $ du cent dollars d'évaluation, d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2021.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

8 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE POUR LES RÈGLEMENTS NOS 10-355 et 10-356 : RÈGLEMENTS D'EMPRUNT DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU PARC DU GRAND LAC SAINT-FRANÇOIS

Afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital de l'emprunt décrété par les Règlements nos 10-355 et 10-356, il est imposé et il sera prélevé, sur tous les immeubles imposables de la municipalité, une taxe spéciale à un taux de 0,0159 $ du cent dollars d'évaluation, d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2021.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

9 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE POUR LE RÈGLEMENT NO 19-489 : RÈGLEMENT D'EMPRUNT POUR L'ACQUISITION D'UN CAMION AUTOPOMJPE-CITERNE

Afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital de l'emprunt décrété par le Règlement no 19-489, il est imposé et il sera prélevé, sur tous les immeubles imposables de la municipalité, une taxe spéciale à un taux de 0,0047 $ du cent dollars d'évaluation, d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2021.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

10 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE POUR LE RÈGLEMENT NO 11-367 : RÈGLEMENT D'EMPRUNT POUR DES TRAVAUX ROUTIERS DANS LE RANG ST-MICHEL AINSI QUE DANS LE CHEMIN CARRIER

Afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital de l'emprunt décrété par le Règlement no 11-367, il est imposé et il sera prélevé, sur tous les immeubles imposables de la municipalité, une taxe spéciale à un taux de 0,0101 $ du cent dollars d'évaluation, d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2021.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

11 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE POUR LE RÈGLEMENT NO 13-407 : RÈGLEMENT D'EMPRUNT POUR DES TRAVAUX DE RÉFECTION ROUTIÈRE DANS LE RANG 4

Afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital de l'emprunt décrété par le Règlement no 13-407, il est imposé et il sera prélevé, sur tous les immeubles imposables de la municipalité, une taxe spéciale à un taux de 0,0068 $ du cent dollars d'évaluation, d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2021.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

12 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE POUR LE RÈGLEMENT NO 18-469 : RÈGLEMENT D'EMPRUNT POUR TRAVAUX DE RÉFECTION DANS LE RANG SAINT-MICHEL

Afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital de l'emprunt décrété par le Règlement no 18-469, il est imposé et il sera prélevé, sur tous les immeubles imposables de la municipalité, une taxe spéciale à un taux de 0,0422 $ du cent dollars d'évaluation, d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2021.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

13 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE POUR LE RÈGLEMENT NO 16-448 : RÈGLEMENT D'EMPRUNT POUR LES TRAVAUX DE RÉFECTION DANS LE RANG 1

Afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital de l'emprunt décrété par le Règlement no 16-448, il est imposé et il sera prélevé, sur tous les immeubles imposables de la municipalité, une taxe spéciale à un taux de 0,0116 $ du cent dollars d'évaluation, d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2021.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

14 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE REPRÉSENTANT 100 % DE LA TAXE SUR TOUS LES BIENS-FONDS IMPOSABLES SITUÉS DANS LE SECTEUR DESSERVI PAR L'INSTALLATION DE RÉDUCTEURS DE PRESSION SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ POUR LES RÈGLEMENTS NOS 18-468 ET 19-500

Afin de pourvoir à 100 % des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital, il est imposé et il sera prélevé, pour l'année 2021, sur tous les bien-fonds imposables situés dans le secteur desservi par l'installation d'un réducteur de pression une taxe spéciale de secteur au montant fixe de 296,00 $, lequel secteur est désigné au règlement d'emprunt.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

15 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE REPRÉSENTANT 100 % DE LA TAXE SUR TOUS LES BIENS-FONDS IMPOSABLES SITUÉS DANS LE SECTEUR DESSERVI PAR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN RÉSEAU DE DISTRIBUTION DU SECTEUR QUIRION-GIGUÈRE SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ POUR LES RÈGLEMENTS NOS 18-466 ET 19-499

Afin de pourvoir à 100 % des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital, il est imposé et il sera prélevé, pour l'année 2021, sur tous les bien-fonds imposables situés dans le secteur desservi par les travaux de construction d'un réseau de distribution une taxe spéciale de secteur au montant fixe de 481,00 $, lequel secteur est désigné au règlement d'emprunt.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

16 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE REPRÉSENTANT 100 % DE LA TAXE SUR TOUS LES BIENS-FONDS IMPOSABLES SITUÉS DANS LE SECTEUR DESSERVI PAR LES TRAVAUX D'IMPLANTATIONS D'UNE CONDUITE D'EAU POTABLE ET DE LA RÉFECTION DE LA CHAUSSÉE SUR LA RUE DES ÉRABLES POUR LES RÈGLEMENTS NOS 18-470 ET 19-498

Afin de pourvoir à 100 % des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital, il est imposé et il sera prélevé, pour l'année 2021, sur tous les bien-fonds imposables situés dans le secteur desservi par l'implantation d'une conduite d'eau potable et de la réfection de la chaussée une taxe spéciale de secteur au montant fixe de 523,00 $, lequel secteur est désigné au règlement d'emprunt.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

17 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE REPRÉSENTANT 88% DE LA TAXE SUR TOUS LES BIENS-FONDS IMPOSABLES SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ POUR LE RÈGLEMENT NUMÉRO 20-520 MODIFIANT LA CLAUSE DE TAXATION IMPOSÉE PAR LE RÈGLEMENT NUMÉRO 20-517 DÉCRÉTANT DES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DES SEGMENTS D'AQUEDUC DES TRONÇONS # 66 ET # 68 SUR LA ROUTE 108

Afin de pourvoir à 88 % des dépenses engagées relativement aux intérêts et remboursement en capital de l'emprunt décrété par le Règlement no 20-520 modifiant la clause de taxation du règlement no 20-517, il est imposé et il sera prélevé, sur tous les immeubles imposables de la municipalité, une taxe spéciale à un taux de 0,0015 $ du cent dollars d'évaluation, d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2021.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

18 TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE REPRÉSENTANT 12 % DE LA TAXE SUR TOUS LES BIEN-FONDS IMPOSABLES SITUÉS DANS LE SECTEUR DESSERVI PAR LE RÈGLEMENT NUMÉRO 20-520 MODIFIANT LA CLAUSE DE TAXATION IMPOSÉE PAR LE RÈGLEMENT NUMÉRO 20-517 DÉCRÉTANT DES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DES SEGMENTS D'AQUEDUC DES TRONÇONS # 66 ET # 68 SUR LA ROUTE 108

Afin de pourvoir à 12 % des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital de l'emprunt décrété par le Règlement no 20-520 modifiant la clause de taxation du règlement no 20-517, il est imposé et il sera prélevé, pour l'année 2021, sur tous les bien-fonds imposables situés dans le secteur desservi par le renouvellement des segments d'aqueduc des tronçons # 66 et # 68 une taxe spéciale de secteur au montant fixe de 292,00 $, lequel secteur est désigné au règlement d'emprunt.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

19 TARIF DE COMPENSATION POUR LE SERVICE D'AQUEDUC : RÈGLEMENT NO 95-200

Afin de pourvoir à la consommation en eau potable, il est exigé et sera prélevé en 2021, conformément à l'article 36 du Règlement no 95-200, une compensation à chaque propriétaire d'immeubles imposables selon les tarifs suivants :

Une compensation de base de 90,00 $ par unité de logement, par commerce, par institution publique ou par établissement industriel;

Un tarif de 0,40 $ pour chaque mètre cube d'eau consommée par unité de logement, par commerce, par institution publique ou par établissement industriel.

Le total des mètres cubes d'eau consommée pour un immeuble est déterminé par le compteur d'eau desservant l'immeuble ou par tous les compteurs de cet immeuble, s'il y en a plus d'un.

Si nous constatons une défectuosité du compteur, une moyenne des trois dernières années sera facturée. S'il est impossible de faire cette moyenne, un tarif de 75,00 $ pour une résidence unifamiliale de quatre personnes sera facturé pour chaque compteur défectueux. Pour les autres, une entente entre les propriétaires et la municipalité devra être conclue.

Ces tarifs s'appliquent aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

20 TARIF CONCERNANT L'ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES RELATIVES AUX TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT DES EAUX : RÈGLEMENT NO 91-145

Afin de pourvoir au coût d'entretien des infrastructures pour l'assainissement des eaux, il est par le présent Règlement imposé et il sera prélevé pour l'année 2021, une compensation annuelle suivant le tarif ci-après établi sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles situés dans le secteur desservi par le réseau d'aqueduc et d'égout, lequel secteur est désigné par un liséré rouge sur un plan annexé au présent Règlement pour en faire partie intégrante.

Le tarif unitaire est fixé à la somme de 185,00 $ pour l'année 2021 et il est multiplié par le nombre d'unités apparaissant pour chacune des catégories d'immeubles ci-après mentionnées :

a) résidence familiale 1,0

b) 2 logements 1,5

c) 3, 4 et 5 logements 2,0

d) 6 et 7 logements 2,5

e) 2 logements plus 2 commerces ou bureaux 2,0

f) 3 logements plus 1 commerce ou bureau 2,0

g) 4 logements plus 1 commerce ou bureau 2,5

h) commerce 1,0

i) résidence unifamiliale plus 1 commerce ou bureau 1,5

j) industrie de moins de 50 employés 2,0

k) industrie de plus de 50 employés 4,0

21 TARIF DE COMPENSATION POUR LE RÈGLEMENT NO 06-306

Afin de pourvoir au remboursement du fond général d'administration pour l'excédent des dépenses des Règlements d'emprunts nos 03-284 et 04-291 du projet d'amélioration de l'approvisionnement et du traitement de l'eau potable, il est exigé et sera prélevé pour l'année 2021, un tarif de 0,52 $ pour chaque mètre cube d'eau consommé par unité de logement, par commerce, par institution publique ou par établissement industriel, en application du Règlement no 06-306.

Le total des mètres cube d'eau consommée pour un immeuble est déterminé par le compteur d'eau desservant l'immeuble ou par tous les compteurs de cet immeuble, s'il y en a plus d'un.

Si nous constatons une défectuosité du compteur, une moyenne des trois dernières années sera facturée. S'il est impossible de faire cette moyenne, un tarif de 75,00 $ pour une résidence unifamiliale de quatre personnes sera facturé pour chaque compteur défectueux. Pour les autres, une entente entre les propriétaires et la municipalité devra être conclue.

Ce tarif s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

22 TARIF DE COMPENSATION POUR LA CUEILLETTE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES ET DU SERVICE DE RECYCLAGE

Il est exigé et sera prélevé en 2021, une compensation pour les services de cueillette des matières résiduelles et de recyclage, de chaque propriétaire d'immeubles imposables selon les tarifs fixés en fonction des catégories d'immeubles suivantes desservies par bac roulant uniquement.

Résidences permanentes (incluant les résidences comprises dans les exploitations agricoles enregistrées	230 $ / unité de logement
Résidences saisonnières	125 $ par unité de logement
Fermes exploitées et actives	330 $ / exploitation
Exploitations acéricoles actives	125 $ / exploitation
Établissements ou locaux utilisés à des fins commerciales ou professionnelles desservis par bac roulant uniquement	520 $ / établissement
Locaux commerciaux dans les résidences (activité principale du commerce réalisée à l'intérieur de la résidence)	330 $ / résidence jumelée d'un local commercial
Industries desservies par bac roulant uniquement	520 $ / industrie

La compensation pour la cueillette, le service de cueillette, le transport et la disposition des matières résiduelles et recyclables est payable par le propriétaire de l'immeuble en raison duquel elle est due et est alors assimilée à une taxe foncière imposée sur l'immeuble en raison duquel elle est due.

23 TARIF POUR LA COLLECTE, LE TRAITEMENT ET LE TRANSPORT DES BOUES DE FOSSES SEPTIQUES

23.1 TARIFS POUR LA COLLECTE DES BOUES DE FOSSES SEPTIQUES PRÉVUE AU CIRCUIT RÉGULIER

Afin de pourvoir au paiement de la quote-part imposée par la MRC du Granit dans le cadre du service de collecte des boues de fosses septiques dont le circuit régulier est établi par la MRC conformément au Règlement sur l'évacuation et le traitement des résidences isolées, de même que de toute dépense en lien avec la collecte, le transport et la disposition des boues septiques, il est exigé et sera prélevé, pour l'année 2021 de chaque propriétaire d'un immeuble construit qui n'est pas desservi par le réseau d'égout municipal, les tarifs suivants:

- 180,00$/fosse pour chaque résidence permanente ou secondaire, commerce, institution et autre immeuble, vidangé une fois par année selon le circuit régulier déterminé par la MRC du Granit et conformément à la règlementation applicable ;
- 90,00$/fosse pour chaque résidence permanente ou secondaire, commerce institution et autre immeuble vidangé une fois aux deux ans selon le circuit régulier déterminé par la MRC du Granit et conformément à la règlementation applicable;
- 45,00$/fosse pour chaque résidence secondaire, vidangée une fois aux 4 ans, selon le circuit régulier déterminé par la MRC du Granit et conformément à la règlementation applicable.
- 91.55$ pour une vidange sélective non prévue dans le circuit régulier de collecte des boues de 2021 mais effectué durant la saison des vidanges;
- 108.72$ pour une vidange totale non prévue dans le circuit régulier de collecte des boues de 2021 mais effectué durant la saison des vidanges;
- 244.49$ pour une vidange non prévue dans le circuit régulier de collecte des boues de 2021 mais durant la saison de vidange et devant être effectuée en urgence, dans les 24 heures à 48 heures de toute demande en ce sens;
- résidence familiale permanente
- résidence familiale saisonnière
- immeuble à logements multiples

Les tarifs prévus au présent article doivent, dans tous les cas, être payés par le propriétaire de l'immeuble.

23.2 AUTRES TARIFS POUR LA VIDANGE DES FOSSES SEPTIQUES

En plus des tarifs exigés à l'article 21.1 du présent règlement, lorsqu'une vidange de fosse septique doit être effectuée hors du circuit régulier de collecte des boues, et ce, à la demande du propriétaire ou non, il est exigé et sera prélevé de chaque propriétaire d'un immeuble construit qui n'est pas desservi par le réseau d'égout municipal, les tarifs suivants:

Malgré ce qui précède, un tarif de 415.12$ est exigé et sera prélevé pour toute vidange effectuée hors de la saison de vidange des installations septiques.

Pour les fins du présent article, les mots et expressions ci-après définis on le sens suivant :

« circuit régulier» : calendrier de collecte des boues de fosses septiques établi par la MRC du Granit selon le type d'installation et la fréquence de vidange exigés notamment au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux des résidences isolées.

« Saison de vidange » : période qui débute la dernière semaine de mars (25 mars) et se termine le 25 octobre 2021.

« vidange sélective » : une vidange des matières solides seulement.

Les tarifs prévus au présent article doivent, dans tous les cas, être payés par le propriétaire de l'immeuble.

TARIF POUR FOSSES INACCESSIBLES

Un tarif de 50$ est exigé et sera imposé à chaque propriétaire dans tous les cas où une vidange ne peut effectuer au moment venu, et ce, pour quelques raisons que ce soit, telles qu'un couvercle mal déterré, des installations introuvables ou inaccessibles, la présence d'animaux domestiques dangereux ou une barrière fermée.

Le tarif prévu au présent article doit, dans tous les cas, être payé par le propriétaire de l'immeuble.

24 TARIF POUR LA FOURNITURE D'UN BAC ROULANT DE VIDANGE ET /OU DE RÉCUPÉRATION

Une facturation indépendante de 95,00 $ sera effectuée pour chaque bac supplémentaire demandé.

25 TARIF POUR LE SERVICE DE LEVÉE DES CONTENEURS ET DU TRANSPORT EN ENFOUISSEMENT DES ORDURES ET DES MATIÈRES RECYCLABLES

Afin de pourvoir au paiement de la levée des conteneurs, au transport et à l'enfouissement des ordures, il est exigé et sera prélevé, pour l'année 2021, de chaque propriétaire à qui un conteneur est fourni pour les ordures, un tarif établi selon la volumétrie du conteneur, soit :

1 105,00 $ pour un conteneur de 2 verges

1 935,00 $ pour un conteneur de 4 verges

2 590,00 $ pour un conteneur de 6 verges

3 085,00 $ pour un conteneur de 8 verges

Afin de pourvoir au paiement de la levée des conteneurs, il est exigé et sera prélevé, pour l'année 2021, de chaque propriétaire à qui un conteneur est fourni pour les matières recyclables, un tarif établi selon la volumétrie du conteneur, soit :

625,00 $ pour un conteneur de 2 verges

1 035,00 $ pour un conteneur de 4 verges

1 300,00 $ pour un conteneur de 6 verges

1 560,00 $ pour un conteneur de 8 verges

113.25 $ pour un conteneur pour le plastique agricole de 2 verges

289.49 $ pour un conteneur pour le plastique agricole de 4 verges

463.94 $ pour un conteneur pour le plastique agricole de 6 verges

600.59 $ pour un conteneur pour le plastique agricole de 8 verges

Dans le cas où en cours d'année, il est nécessaire d'obtenir un conteneur d'un volume plus élevé, la municipalité pourra procéder à l'échange et le propriétaire sera tenu de payer la différence découlant de l'augmentation de tarif au prorata du nombre de jours de l'année.

Ce tarif s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

26 TARIF CONCERNANT LE SERVICE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE LAMBTON

Afin de pourvoir au coût des services policiers de la Sûreté du Québec et de la sécurité publique et civile sur le territoire de la Municipalité de Lambton, il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé pour l'année 2021, une compensation annuelle de 155 $ par immeuble sur les catégories d'immeubles suivants:

d) immeuble à logements avec local commercial ou bureau

e) résidence unifamiliale plus 1 commerce ou bureau

f) industrie

g) commerce

h) fermes exploitées et actives

i) exploitations acéricoles actives

Ce tarif s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (E.A.E.).

27 POURCENTAGE DU TAUX D'INTÉRÊT

Les soldes impayés portent intérêts au taux annuel de 10 % à compter du moment où ils deviennent exigibles.

28 MESURES INCITATIVES À L'ACHAT LOCAL

Dans le cadre des objectifs fixés par la municipalité en lien avec sa politique d'achat local; les contribuables propriétaires d'une unité résidentielle qui acquitteront l'entièreté des versements et dû à la Municipalité avant le trentième jour qui suit l'expédition du compte se verront remettre l'équivalent de 2 % de leur compte de taxe foncière générale de la présente année sous forme de mesures incitatives à l'achat local. Les achats ou la procuration des services devront être effectués entre le 1er avril et le 1 septembre 2021auprès des catégories de commerçant ayant pignon sur le territoire de la Municipalité : alimentation, dépanneur et station d'essence, bars et restauration, loisirs et sports, quincaillerie, services personnels et soins de santé et services professionnels. Un formulaire dûment complété avant le 15 octobre permettra d'accorder le montant correspondant.

29 MODE DE VERSEMENT ET INTÉRÊTS

Les taxes foncières peuvent être payées en un versement unique.

Toutefois, lorsque le total des taxes foncières est égal ou supérieur à 300,00 $, celles-ci peuvent être payées, au choix du débiteur : en deux ou trois versements égaux jusqu'à un maximum de six versements égaux.

Le versement unique ou le premier versement des taxes foncières municipales doit être effectué au plus tard le trentième jour qui suit l'expédition du compte et les autres versements respectivement le quarante-cinquième jour qui suit le dernier jour où peut être fait le versement précédent.

Les modalités de paiement établies aux alinéas précédents du présent article s'appliquent également aux compensations municipales que la municipalité perçoit.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Ghislain Breton

Marcelle Paradis

Ghislain Breton
Maire
trésorière

Marcelle Paradis
Directrice générale et secrétaire-

Avis de motion et présentation du projet : 15 décembre 2020
Adoption du projet de règlement : 15 décembre 2020
Adoption du règlement : 12 janvier 2021
Avis public d'entrée en vigueur :14 janvier 2021
Entrée en vigueur : 14 janvier 2021

21-01-017 **10.2 - Avis de promulgation / Règlement # 20-520 modifiant le règlement 20-517 décrétant des travaux de renouvellement des segments d'aqueduc autorisant un emprunt pour en payer le coût**

ATTENDU QUE le 14 août 2020, la Municipalité de Lambton a adopté le Règlement numéro 20-517 intitulé « Règlement numéro 20-517 décrétant des travaux de

renouvellement des segments d'aqueduc des tronçons #66 et #68 sur la Route 108 à Lambton et autorisant un emprunt pour en payer le coût»;

ATTENDU QUE le financement permanent de cet emprunt a été effectué;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement pour prévoir qu'une partie du remboursement de l'emprunt est assumée par les propriétaires de l'ensemble des immeubles situés sur le territoire de la municipalité;

ATTENDU QUE l'article 1077 du Code municipal du Québec prévoit que le conseil peut, par règlement qui ne requiert que l'approbation du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, modifier ou remplacer une taxe spéciale imposée par un règlement d'emprunt;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été régulièrement donné à la séance du conseil tenue le 15 décembre 2020 et qu'un projet du présent règlement a été déposé lors de cette même séance;

En conséquence,

il est proposé par : Pierre Lemay
appuyé par : Steeve Fortier
et résolu unanimement,

QUE le règlement suivant portant le numéro 20-520 soit et est adopté et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit :

ARTICLE 1

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

ARTICLE 2

L'article 6 du Règlement 20-517, intitulé « Taxe spéciale segments #66 - #68 » est remplacé par les articles suivants :

« ARTICLE 6 Revenus généraux

Le conseil est autorisé à affecter, annuellement durant le terme de l'emprunt, une portion des revenus généraux de la municipalité pour pourvoir à 88% des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, conformément à l'article 1072 du Code municipal du Québec.

ARTICLE 6.1 Taxe spéciale segments #66 - #68

Pour pourvoir à 12% des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé annuellement, durant le terme de l'emprunt, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé à l'intérieur des « Segments #66 - #68 », ce secteur étant identifié par un périmètre délimité sur le plan annexé au présent règlement pour en faire partie intégrante comme annexe « B », une compensation pour chaque immeuble dont il est propriétaire. Le montant de cette compensation sera établi annuellement en divisant 12% des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt par le nombre d'immeubles imposables dont les propriétaires sont assujettis au paiement de cette compensation. »

ARTICLE 3

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Ghislain Breton — Marcelle Paradis

Ghislain Breton
Maire

Marcelle Paradis
Directrice générale et secrétaire-trésorière

Avis de motion : 15 décembre 2020
Dépôt du règlement : 15 décembre 2020
Adoption du règlement : 12 janvier 2021
Avis public : 14 janvier 2021
Approbation par le MAMH : Lors de l'approbation par le ministre
Publication entrée en vigueur : Conformément à la loi

11 - CONTRIBUTIONS

21-01-018 **11.1 - Contribution financière - Place aux jeunes**

ATTENDU la demande d'aide financière de Place aux jeunes du Granit pour les séjours exploratoires ;

ATTENDU QUE le projet favorise la migration et la rétention de jeunes diplômés dans la MRC du Granit

Il est proposé par : Steeve Fortier

appuyé par : Michel Lamontagne

et résolu

QUE le conseil de la Municipalité de Lambton accepte de verser un montant de trois cent dollars (300,00 $) à Place aux jeunes du Granit pour les séjours exploratoires;

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12 - CORRESPONDANCE

Le courrier reçu durant le mois de décembre 2020 a été remis aux élus.

13 - VARIA

21-01-019 **13.1 - Octroi d'un mandat pour un immeuble multifonctionnel**

ATTENDU QUE la municipalité de Lambton a demandé des prix pour l'octroi d'un mandat d'étude, de programmation, de conception et d'estimation des coûts de construction du projet d'immeuble multifonctionnel au 302-304 Principale, Lambton;

ATTENDU QUE la municipalité de Lambton a reçu les offres suivantes :

Soumissionnaire	**Prix (avant taxes)**
Firme ADSP	6 800,00 $
Moreau Architectes	10 450,00 $

Il est proposé par : Michel Lamontagne

Appuyé par : Pierre Ouellet

et résolu

QUE le conseil de la municipalité de Lambton octroi un mandat à Firme ADSP pour

l'étude, la programmation, la conception et l'estimation des coûts de construction du projet d'immeuble multifonctionnel au 302-304 Principale, Lambton pour un montant de six mille huit cents dollars (6 800,00 $) plus les taxes applicables.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

14 - CLÔTURE ET LEVÉE DE LA SÉANCE

Il est proposé par : Steeve Fortier

appuyé par :Pierre Lemay

et résolu

QUE la séance soit levée, il est 22 h 05

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Ghislain Breton
Maire

Marcelle Paradis
Directrice générale et secrétaire-trésorière

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ DE CRÉDIT - Je soussignée certifie par la présente que les crédits budgétaires sont disponibles pour les dépenses décrites par le conseil de cette assemblée de la susdite municipalité.

Marcelle Paradis
Directrice générale et secrétaire-trésorière

Je, Ghislain Breton, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

Ghislain Breton
Maire